



Janet Yellen, succession dans la continuité à la tête de la FED

Après huit années de service à la tête de la FED, Ben Bernanke laisse sa place à Janet Yellen qui occupait depuis quatre ans le poste de vice-présidente de l'institution. Mme Yellen, 67 ans, est titulaire d'un Doctorat d'économie obtenu à l'université de Yale en 1971 ; elle a enseigné à Berkeley, à Harvard ainsi qu'à la London School of Economics. Reconnue comme une économiste compétente, elle avait été une des seules voix à avertir les gouverneurs de la FED, dès 2005, sur les risques que faisait courir le marché immobilier américain sur l'économie mondiale. Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001 et l'un de ses anciens professeurs) dit d'elle que c'est « une des meilleures étudiantes que j'aie jamais eue ». Dans le milieu des Banques centrales, elle est perçue comme une « colombe », dont les préoccupations vont d'avantage vers le chômage et la croissance, que vers un contrôle ferme de l'inflation. Ses positions au sein de la FED ont toujours été dans la droite ligne de celles de Ben Bernanke, ce qui laisse penser que son action ira dans le même sens. Ainsi, lors de sa première intervention publique, mardi 11 février, consacrée à la présentation du rapport semi-annuel sur la politique monétaire, elle a indiqué que, ni les chiffres décevants du chômage américain, ni les problèmes rencontrés actuellement par les pays émergents, n'empêcheront la FED de procéder à un ralentissement graduel (« tapering ») de ses achats d'actifs. Ceux-ci ont été ramenés entre décembre 2013 et février 2014 de 85 à 65 milliards de dollars. Selon elle, la FED « continuera probablement de réduire ses achats d'actifs par étapes mesurées ». Janet Yellen a par ailleurs souligné que la politique monétaire de la FED demeurera pendant longtemps accommodante, même si le taux chômage descend en dessous de 6,5 % dont il est proche aujourd'hui.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 février 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro restent faibles et les évolutions de la monnaie et du crédit sont atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Comme indiqué précédemment, nous traversons actuellement une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %(...). Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. En ce qui concerne la volatilité récente du marché monétaire et ses implications éventuelles pour l'orientation de notre politique monétaire, nous suivons attentivement les évolutions et sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles. Au total, nous restons fermement déterminés à conserver notre orientation largement accommodante et à prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures décisives. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,0% en décembre 2013, en légère baisse depuis octobre (12,1 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7% en décembre 2013, en repli par rapport au taux de 10,8% relevé en novembre. En décembre 2013, 26,200 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,010 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'UE28 et de 129 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2012, le chômage a décru de 173 000 personnes dans l'UE28, mais s'est accru de 130 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) et au Luxembourg (6,2 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,8 % en octobre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2014-86 du 30 janvier 2014 allégeant les obligations comptables des micro-entreprises et petites entreprises
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=48A46640E4EBB5509EC0AAC9675D974C.tpdjo05v_3?cidTexte=JORFTEXT000028543329&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT0000285433293

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Six mois supplémentaires pour la mise aux normes SEPA

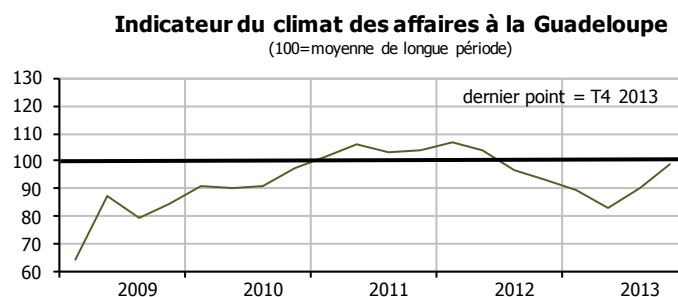
La Commission Européenne a annoncé l'instauration d'une période transitoire de six mois supplémentaires pour migrer vers le nouveau système de paiement européen SEPA. « En pratique, cela signifie que la date butoir pour la migration reste fixée au 1^{er} février 2014, mais que les paiements qui ne sont pas effectués au format SEPA pourront continuer d'être acceptés jusqu'au 1^{er} août », a précisé Michel Barnier, commissaire européen au Marché intérieur et Services.

L'ICA poursuit son amélioration

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse significativement au 4^e trimestre 2013, confirmant le redressement amorcé au trimestre précédent. Il s'améliore de 10,8 points par rapport au 3^e trimestre et se situe à sa moyenne de longue période.

Cette progression s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, en particulier en termes d'activité. L'orientation moins défavorable de la trésorerie en fin d'année y contribue également de manière importante.

En dépit de cette amélioration, les prévisions d'investissement à un an stagnent en raison du manque de visibilité des chefs d'entreprise.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Population légale de Guadeloupe et des Iles du Nord au 1^{er} janvier 2012

Selon les résultats du recensement publiés par l'INSEE, 404 635 personnes habitent en Guadeloupe au 1^{er} janvier 2012, soit une augmentation de près de 3 900 habitants depuis 2006 et de 900 habitants supplémentaires par an. Le vieillissement de la population est la principale raison du ralentissement de la dynamique démographique en Guadeloupe. La zone d'emploi de l'Est Grande-Terre bénéficie le plus de cette hausse. L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>

Médiation du crédit aux entreprises : point de situation en Guadeloupe

Depuis le lancement du dispositif en novembre 2008, 203 entreprises ont saisi le médiateur départemental du crédit aux entreprises. 139 dossiers ont été éligibles. 135 ont été clos dont 50 se sont conclus par un succès. La médiation a permis de débloquer 16,8 millions € de crédit et de préserver 1 636 emplois. Les financements obtenus ont principalement concerné les entreprises du secteur des services (53 %), suivi du commerce (23 %) et de la construction (14 %). Le montant des encours de crédit traités en médiation sont dans 46 % des cas inférieurs à 50 000 €, 29,5% compris entre 50 000 et 150 000 € et dans 9 % des cas supérieurs à 500 000 €. Les difficultés de paiement (lignes de découvert et besoins de crédit à court terme) constituent la principale cause de saisine du médiateur (85,6 %). Les banques représentent les principaux acteurs puisque 96,4 % des dossiers traités en médiation les concernent.

Pour saisir le médiateur du crédit aux entreprises, il existe un site unique : <http://www.mediateurducredit.fr/>

Parution de la note « Premières tendances » pour le 4^e trimestre 2013

L'IEDOM vient de publier la note « Premières tendances » pour le 4^e trimestre 2013. Cette publication est téléchargeable librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Nouveau terminal de croisière au port

Guadeloupe Port Caraïbes a inauguré son 2^e terminal croisière sur le site de Pointe-à-Pitre. D'une surface de 1 800 m², le nouveau terminal est en service depuis le 4 décembre 2013. Il a été conçu pour accueillir les paquebots en transit et en port-basé. Ce nouveau terminal vient accroître les capacités d'accueil de passagers. Pendant la saison 2013-2014, le port accueille 71 escales, comme l'an dernier, mais 100 000 passagers de plus, soit 269 000 pax contre plus de 159 000 la saison passée.

Escale du bateau « The World » à Basse-Terre

Après les Saintes, « The World », le prestigieux paquebot de la compagnie *Residence At Sea*, a fait escale pour la première fois à Basse-Terre. Le navire est présenté comme un complexe résidentiel de luxe disposant de 110 appartements privés avec terrasse, pour une superficie allant de 103 à 301 m². Pour les acteurs du tourisme, l'accueil de ce navire doit pouvoir redonner une nouvelle dynamique à la région du Sud Basse-Terre. Les professionnels espèrent par ailleurs susciter l'intérêt de nouvelles compagnies de croisière haut de gamme dans l'archipel.

Canne : le groupement d'intérêt économique est opérationnel

Les 4 Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) - véritables relais qui réunissent les planteurs dans chacun de leurs bassins canniers respectifs - se sont constituées en groupement d'intérêt économique (GIE). Le GIE, présidé par Alex Bandou, vise à mettre en place une plus grande efficacité de la filière canne et sera désormais responsable de l'organisation de la récolte, auparavant assurée par la chambre d'agriculture.

Rénovation de la centrale géothermique de Bouillante achevée

En Guadeloupe, la production d'électricité à partir de la géothermie représente 2,9 % de la production d'électricité (50,6 GWh) en 2012. La centrale de Bouillante est la première centrale géothermique qui produit industriellement de l'électricité en France. Elle dispose de deux unités d'une capacité de 4 et 11 MW mises en service respectivement en 1986 et 2004. En 2013, les travaux de rénovations ont porté sur l'unité 1 et devrait permettre un meilleur fonctionnement du site. Tous les partenaires étaient réunis le 21 janvier 2014 pour procéder à l'inauguration de la turbine entièrement réhabilitée.

Visite de la ministre déléguée à la réussite éducative sur l'île

La ministre déléguée à la réussite éducative George Pau-Langevin a effectué une visite officielle en Guadeloupe et à Saint-Martin les 30 et 31 janvier. Cette visite a été l'occasion de revenir sur le bilan des assises sur l'éducation prioritaire. La question des rythmes scolaires a elle aussi été abordée.

Nouveau directeur interrégional de l'INSEE

Didier Blaizeau a été nommé au poste de directeur interrégional de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) aux Antilles-Guyane. Il succède à Georges-Marie Grenier.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Inauguration du pont sur le lagon de Simpson Bay

Le pont de 750 mètres sur le lagon de Simpson Bay a été officiellement inauguré le 25 janvier. L'événement, organisé par la Simpson Bay Lagoon Authority, a rassemblé de nombreux invités dont le Premier ministre de Sint Maarten Sarah Wescot-Williams et la présidente de la Collectivité de Saint-Martin Aline Hanson. Ce nouveau pont permet de fluidifier la circulation entre le boulevard de l'aéroport et la route entre Philipsburg et Marigot.

Bilan 2013 de l'aéroport de Gustave III à Saint-Barthélemy

L'aéroport Gustave III a enregistré sa 3^e année consécutive de hausse du trafic aérien de passagers. Au total, sur l'ensemble de l'année 2013, la fréquentation de l'aéroport a crû de 6,9 %, soit 162 640 passagers commerciaux accueillis (hors transit, départs et arrivées confondus), son meilleur résultat depuis 3 ans. Le nombre de départs de passagers s'est établi à 82 825 contre 77 416 en 2012 (+7 %), quant aux arrivées, elles progressent de 6,8 % à 79 815. La hausse du trafic se vérifie surtout sur le marché international, qui affiche pour l'ensemble de l'année de bons résultats avec un taux de croissance de +10,5 %, alors que le trafic des liaisons nationales a régressé de 2 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Décembre 2013	129,3 127,6	0,7 % 0,3 %	0,0 % 0,7 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Décembre 2013	60 570	-0,5 %	1,4 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Décembre 2013	264,5 2 745,7	- -	24,6 % 2,9 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Décembre 2013 Cumul annuel	268 4 416	-9,5 % -	-23,6 % -11,8 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Décembre 2013	20 478 470	-1,6 % -24,2 %	-2,1 % 2,6 %

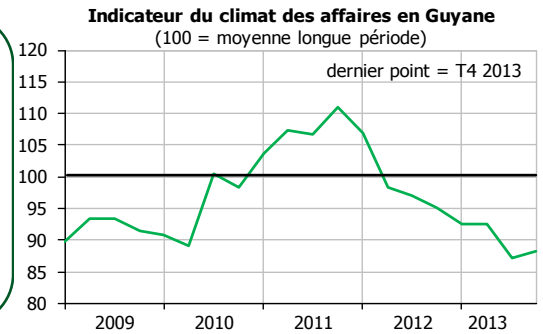
INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Décembre 2013 Cumul annuel	180 148 1 963 609	32,9 % -	8,6 % 2,0 %
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Décembre 2013	253 734 83 148	3,4 % 57,5 %	-7,1 % 10,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Octobre 2013 Cumul annuel	62 858	87,9 % -	17,0 % 0,7 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Janvier 2014 Cumul annuel	1 354 1 354	-35,1 % -	-5,0 % -5,0 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Janvier 2014 Cumul annuel	18 033 18 033	20,0 % -	-14,2 % -14,2 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières Tendances »



L'indicateur du climat des affaires (ICA) amorce une légère progression au quatrième trimestre (+1 point). Se situant à 88,2 points, il demeure cependant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-11,8 points). Cette amélioration s'explique principalement par la progression de l'activité passée et prévue, et par une évolution positive des effectifs au trimestre passé. En revanche, la trésorerie et les prévisions d'investissement impactent l'ICA à la baisse.

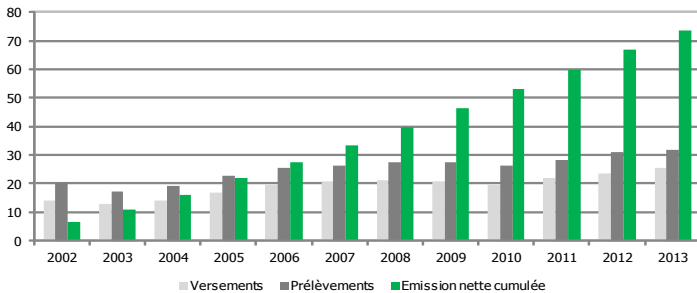


La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

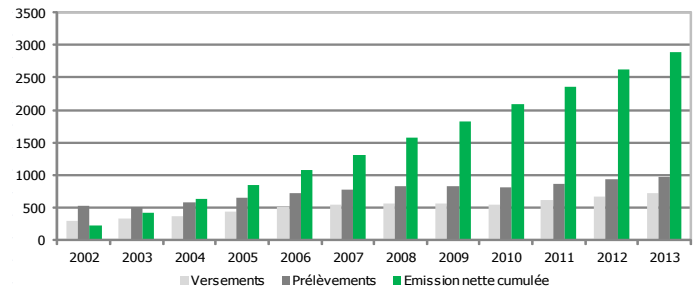
Emission monétaire

L'Iedom, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 décembre 2013, le cumul des émissions nettes¹ de billets atteint 2,89 milliards d'euros, correspondant à un volume de 73,7 millions de coupures. L'émission nette cumulée, toujours soutenue, augmente toutefois moins fortement qu'en 2012 pour atteindre sur un an 10 % en volume, et 9,7 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 25,8 % en valeur depuis l'introduction de l'euro en 2002.

Evolution de l'émission nette de billets en volume
(en millions de coupures)



Evolution de l'émission nette de billets en valeur
(en millions d'€)



Source : Iedom

Les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 45,9 % et 23,5 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 1,0 point, et celle des coupures de 5 €, 20 € et 100 € diminue respectivement de 0,2 point, 0,5 point et 0,3 point sur un an alors que la part des coupures de 500 €, 200 € et 10 € reste stable, soit respectivement 0,3 %, 0,6 % et 10,6 % des émissions nettes en volume. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la part plus importante de ces billets dans le département.

Sur l'année 2013, 32 millions de billets euros ont été mis en circulation (prélèvements), soit 3,4 % de plus qu'en 2012. En parallèle, 25,3 millions de billets ont été retirés du circuit (versements), soit une hausse de 7,1 % sur un an. L'émission nette de l'exercice 2013, composée essentiellement de coupures de 20 € (40,9 %) et de 50 € (33,8 %), reste soutenue pour atteindre 256 millions d'euros en valeur pour un volume de 6,7 millions de coupures. Les coupures de thésaurisation (100, 200 et 500 €) représentent comme en 2012, 11,5 % des émissions nettes en volume de l'année. Néanmoins, la valeur moyenne du billet en circulation en Guyane diminue légèrement à 39,15 € contre 39,25 € l'année précédente.

En 2013, le taux de retour² de l'ensemble des coupures s'établissait à 79 %, soit une progression de 2,7 points par rapport à l'année précédente. Il est noté une nette hausse des retours des coupures de 500 € (74,5 % contre 14,5% en 2012) et de 200 € (52,1 % contre 24,5 % en 2012).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

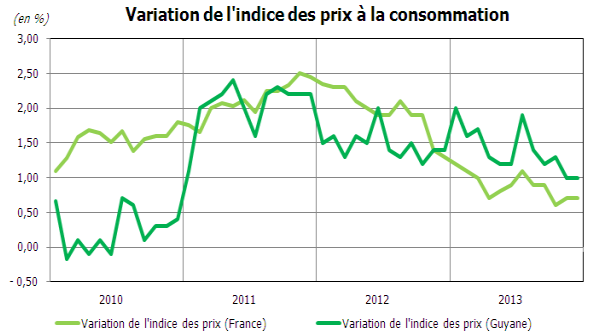
Après une fermeture des stations services et des négociations entre les acteurs de la filière et l'Etat, les arrêtés de méthode réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans les DOM, ont été publiés au Journal officiel du 5 février 2014. L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 15 février 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,64 € / litre pour l'essence (-2 centimes) et 1,49 € / litre pour le gazole (-5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 22,95 €, contre 22,56 € en janvier, soit une augmentation de 39 centimes.

¹ Les émissions nettes sont la différence entre les billets (ou pièces) émis(es) par l'Iedom (prélèvements) et les billets (ou pièces) retiré(s) de la circulation (versements). L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré alimentation comprise.

² Le taux de retour (ou de reversement) est le rapport entre le nombre de billets ou de pièces versés aux guichets et le nombre de billets ou de pièces prélevés.

Prix à la consommation

En décembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse, de 0,3 % sur le mois. La hausse des prix des services (+0,7 %) et de l'alimentation (+0,2 %) est partiellement compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,2 %) et de l'énergie (-0,5 %). Sur l'année 2013, l'indice des prix progresse de 1,0 %, tiré principalement par les variations des prix sur les postes des services (+1,0 %) et de l'alimentation (+3,1 %). L'inflation est plus importante en Guyane, comparée à celle constatée en Guadeloupe (0 %), à la Martinique (+0,7 %), à la Réunion (+0,8 %), à Mayotte (+0,3 %) et pour la France entière (+0,7 %).



Spatial

Le 7 février 2014, Ariane 5 a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, une charge comprenant le satellite de télécommunication ABS-2 ainsi que le satellite de recherche et de surveillance Athena Fidus. Il s'agit du 72^{ème} décollage pour le lanceur lourd européen et de son 58^{ème} succès consécutif. Avec une masse de 6 330 kg, ABS-2 fournira de nombreux services de transmission de données et de télécommunications. Le second passager, Athena Fidus, avec une masse de 3 080 kg, est le premier satellite issu de la coopération dans le domaine militaire spatial européen. Il fournira des services de télécommunications haut débit pour les ministères français et italien de la défense, mais aussi pour les organisations de sécurité civile des deux pays.

Emploi

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), la Guyane a enregistré, au troisième trimestre 2013, une hausse des effectifs salariés de 4,8 %, en rythme annuel, qui reste bien supérieure à l'évolution nationale (-0,6 %). Elle bénéficie de fortes créations d'emploi dans tous les secteurs mais particulièrement dans ceux du tertiaire hors intérim, du commerce et de l'hébergement/restauration. Concernant, la masse salariale, la Guyane est la région la plus dynamique de France avec une progression de 5,4 % sur un an. Il est observé que cet accroissement est en léger recul par rapport à l'année précédente (+5,6 % au troisième trimestre 2012). Avec la forte croissance démographique que connaît la Guyane, le dynamisme de recrutement du secteur privé ne suffit toutefois pas à contrebalancer l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 5 % (en CVS) en décembre et a connu sur l'année 2013 la progression la plus élevée de tous les départements français, +12,5 %.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
	↑	↓					
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Déc-13 127,6	[0,3%]	[1,0 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Févr-14 1,64	[-1,2%]	[-5,2%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Déc-13 21 200	[-2,0%]	[12,5%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-13 7 861	[-1,4%]	[-4,9%]	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Nov-13 16 833	[2,6%]	[8,7%]	Caf
		↓	Prestations nettes versées (1)	Nov-13 9,3 M€	[-4,8%]	[10,3%]	Caf
		Cumul	96,8 M€		[9,8%]		
CONSUMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Déc-13 14,5 M€	2,1%	21,3%	Douanes	
		Cumul	167,2 M€		9,4%		
	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Déc-13 394	-14,3%	-1,6%	Somafi	
		Cumul	4 046		-1,1%		
INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Déc-13 39,2 M€	-38,4%	-29,6%	Douanes	
		Cumul	515,8 M€		16,0%		
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Déc-13 107	-10,9%	-26,4%	Somafi	
		Cumul	1 026		-13,8%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Déc-13 68,5 M€	249,1%	238,9%	Douanes	
		Cumul	292,6 M€		26,1%		
	↓	Importations (3)	Déc-13 109,0 M€	-37,1%	-40,2%	Douanes	
		Cumul	1 588,9 M€		7,7%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Févr-14 1 tir (1 Ariane 5)		1 tir à Févr-13 2 satellites	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Févr-14 2 satellites			
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-13 6 575 tonnes	-5,5%	-24,1%	Ciments guyanais
			Cumul	92 130 tonnes		-10,0%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Déc-13 99 kilos	39,1%	-14,8%	Douanes
			Cumul	1 348 kilos		-22,5%	
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	Déc-13 2,8 M€	40,6%	-35,6%	Douanes
			Cumul	44,2 M€		-32,4%	
		↓	Cours de l'once d'or	Déc-13 1 223,50 \$	[-4,2%]	[-28,2%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 20 767 m3	29,8%	215,8%	ONF
			Cumul	74 878 m3		1,7%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Déc-13 19 tonnes	-26,7%	-43,3%	Douanes
		Cumul	424 tonnes		-7,5%		
↑		Exportations de poissons (3)	Déc-13 184 tonnes	38,8%	74,6%	Douanes	
		Cumul	1 535 tonnes		1,8%		
	↓	Exportations de riz (2) (3)	Déc-13 0 tonne	n.s	-100,0%	Douanes	
		Cumul	0 tonne		-100,0%		
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-13 35 863	-4,5%	-2,3%	CCIRG	
		Cumul	437 599		2,1%		
	↑	Nombre de nuitées	Oct-13 28 000	0,9%	-24,3%	Insee	
		Cumul	273 000		-2,9%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

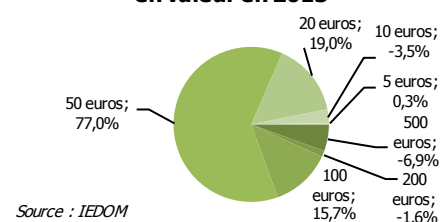
(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Fiduciaire : contraction de l'émission nette de billets

En 2013, l'IEDOM a mis en circulation 67,1 millions de billets (1 846,3 millions d'euros en valeur) et a procédé au retrait de 65,8 millions de billets (1 790,6 millions d'euros en valeur). L'émission nette s'élève en conséquence à 1,3 million de billets (pour 55,7 millions d'euros), en recul de 1,3 % en volume par rapport à 2012 (-10,1 % en valeur). Les coupures de 50 euros restent prédominantes, représentant 65,8 % du volume (contre 71,3 % en 2012) et 77,0 % de la valeur (contre 76,1 %) de l'émission fiduciaire en 2013.

Emission nette de billets en valeur en 2013



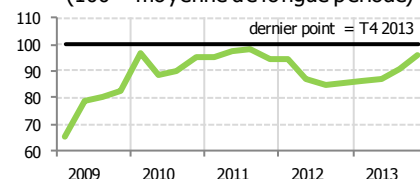
Source : IEDOM

S'agissant des pièces, l'émission nette progresse fortement en 2013 (+10,4 % en volume et +61,8 % en valeur) et atteint 11,9 millions de pièces pour une valeur totale de 1,4 million d'euros. Les pièces de faible valeur faciale (1, 2 et 5 centimes d'euros) représentent 81,8 % du volume (contre 87,0 % en 2012) et 13,7 % de la valeur (contre 21,7 %) de l'émission divisionnaire en 2013.

Indicateur du climat des affaires : amélioration en fin d'année

Le dernier numéro de [Premières tendances](#) à la Martinique, publié par l'IEDOM pour le quatrième trimestre 2013, fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 5,2 points, poursuivant sa progression pour le cinquième trimestre consécutif. L'ICA se situe désormais à 4,3 points en deçà de sa moyenne de longue période. Cette nouvelle amélioration s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le premier trimestre 2014. Dans ce contexte plus favorable, les intentions d'investissement des entrepreneurs demeurent toutefois mal orientées, mais dans une moindre mesure par rapport aux trimestres précédents.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique (100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Recensement : population en baisse au 1^{er} janvier 2011

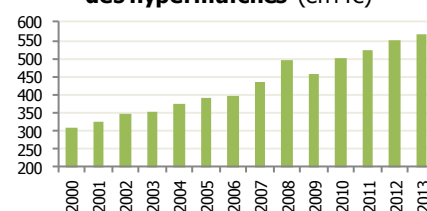
L'étude intitulée [Premiers Résultats](#), publiée par l'INSEE en janvier 2014 et consacrée au recensement, fait état de la diminution de la population de la Martinique. Ainsi, au 1^{er} janvier 2011, 392 300 personnes habitent en Martinique, soit une diminution de 5 400 habitants par rapport à 2006 (-1,4 %). En comparaison, et malgré un ralentissement de leur croissance, les populations de Guyane et de Guadeloupe ont progressé sur la même période respectivement de 15,3 % et de 1 % (pour atteindre 237 500 et 404 600 habitants). Entre 2006 et 2011, la population a baissé dans 22 des 34 communes martiniquaises. La Martinique reste toutefois le département français d'Amérique le plus densément peuplé avec 350 habitants par km² (contre 248 pour la Guadeloupe et 3 pour la Guyane). Selon l'INSEE, ce recul démographique tient autant à la baisse de la natalité qu'au solde migratoire négatif.

Grande distribution : hausse modérée du chiffre d'affaires des hypermarchés

En 2013, à l'issue d'un bon mois de décembre, le chiffre d'affaires annuel des hypermarchés s'élève à 564 millions d'euros, en hausse de 2,5 % par rapport à 2012. Ce taux de progression est inférieur de moitié à celui de 2012, qui s'élevait à 5,4 %. Mais, il intervient dans un contexte d'augmentation modérée des prix à la consommation, l'IPC progressant de 0,7 % sur l'année alors qu'il était en hausse de 2,0 % l'année précédente.

Parallèlement, les importations de biens de consommation sont en légère augmentation en 2013 et atteignent 380 millions d'euros, en hausse de 1,2 %.

Chiffre d'affaires des hypermarchés (en M€)



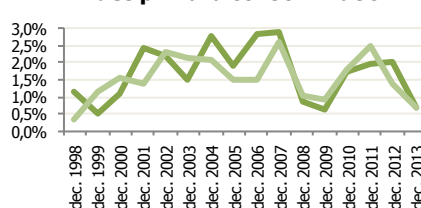
Source : DRCCRF

Prix : IPC en hausse de 0,7 % en 2013

En Martinique, l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 130,0 en décembre 2013, en hausse de 0,7 % sur un an. Dans le détail, les prix de l'alimentation (hors tabac) augmentent de 1,8 %, ceux des produits manufacturés de 0,3 %, ceux des services de 1,1 %, tandis que les prix de l'énergie diminuent de 2,1 %. La hausse modérée des prix tient pour l'essentiel à celle des prix de l'alimentation hors tabac (qui contribue à hauteur de 0,3 point) et des prix des services (0,5 point), alors que la contribution des prix de l'énergie est négative (-0,2 point).

À titre de comparaison, la hausse annuelle de l'IPC est de 1,0 % en Guyane, de 0,0 % en Guadeloupe, de 0,7 % au niveau national et de 0,8 % dans la zone euro. S'agissant de l'évolution des prix dans la zone euro, le Président de la BCE considère qu'il n'y a pas de risque de déflation en Europe.

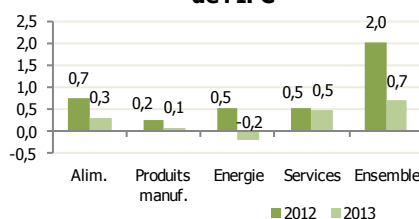
Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEE

— Martinique — France

Contributions à la variation de l'IPC

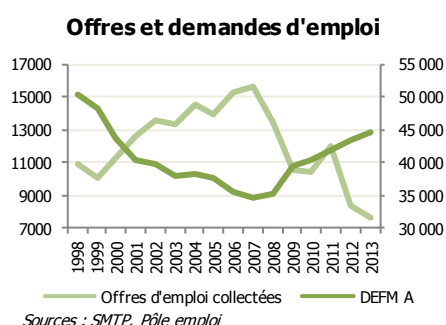


Source : INSEE

Emploi : nouvelle dégradation en 2013

L'année 2013 se caractérise par une nouvelle dégradation du marché de l'emploi à la Martinique. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 2,7 % en glissement annuel pour s'établir à 44 583 à fin décembre. Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont en diminution de 8,4 % sur la même période. L'écart entre les offres et les demandes d'emploi continue donc de se creuser en Martinique.

Le nombre de bénéficiaires des prestations de Pôle emploi est en augmentation de 1,4 % en glissement annuel à fin décembre et atteint 22 181.



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce régional : 8,5 % des exportations et 17,7 % des importations en 2013

Les exportations à destination des pays de la région (Amériques et Caraïbe, hors DFA) progressent de 43,2 % en 2013. Mais, elles ne représentent que 8,5 % de la valeur totale des exportations martiniquaises (soit 33 millions d'euros). Dans le détail, les principaux destinataires sont l'Amérique du Nord et la Caraïbe avec respectivement 6,1 % et 1,4 % de la valeur des exportations de l'île (soit 23 et 5 millions d'euros). Hors produits pétroliers, les exportations vers les pays de la région sont toutefois en baisse de 27,5 % sur l'année (à 4 millions d'euros) et ne représentent que 1 % de la valeur totale des exportations.

Les importations en provenance des pays de la région augmentent de 5,4 % en un an, représentant 17,7 % de la valeur totale des importations (soit 467 millions d'euros). Les principales régions d'origine sont l'Amérique du Nord et la Caraïbe avec respectivement 13,4 % et 2,2 % de la valeur des importations martiniquaises (soit 354 et 57 millions d'euros). Hors produits pétroliers, les importations en provenance de la région reculent de 4,7 % en un an et se situent à 91 millions d'euros, soit 3,4 % de la valeur totale des importations de l'île.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2013	130,0	+0,6 %	+0,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2013	44 583	-2,7 %	+2,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2013	22 181	-0,5 %	+1,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- décembre 2013	244,0 164,4	+3,2 % +2,3 %	+2,1 % +3,6 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- décembre 2013	32,6 11,3	+34,6 % -7,2 %	-28,6 % -9,6 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers		13,4 % 6,9 %		-18,2 pts 0,0 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2013	74,2	+69,0 %	+6,2 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2013	564,1		+2,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2013	16 681	-1,5 %	-3,2 %
	Retraits de cartes bancaires	- décembre 2013	4 703	-1,4 %	-0,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2013	114 579	+7,0 %	+5,4 %
		- cumul annuel	1 469 732		+3,0 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2014	40 726	+27,8 %	+45,5 %
		- cumul annuel	40 726		+45,5 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2014	14 447	+14,0 %	-5,6 %
		- cumul annuel	14 447		+0,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2014	802	-63,6 %	-11,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2014	180	-26,2 %	+27,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		982		-6,1 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le regain de confiance se confirme au 4^e trimestre 2013

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa hausse pour le troisième trimestre consécutif (+ 2,4 points). Proche de sa moyenne de longue période, il s'établit désormais à 96,4 points.

L'opinion des chefs d'entreprise sur le trimestre passé explique l'essentiel de l'amélioration de l'ICA (+ 1,7 point). La trésorerie notamment s'améliore nettement. La composante future contribue également à la progression de l'indicateur (+ 0,7 point), mais de façon moindre. Les entrepreneurs anticipent ainsi une meilleure orientation de leurs effectifs et de leurs délais de paiement.

Dans ce contexte plus optimiste, les prévisions d'investissement à un an tardent néanmoins à retrouver une orientation favorable.

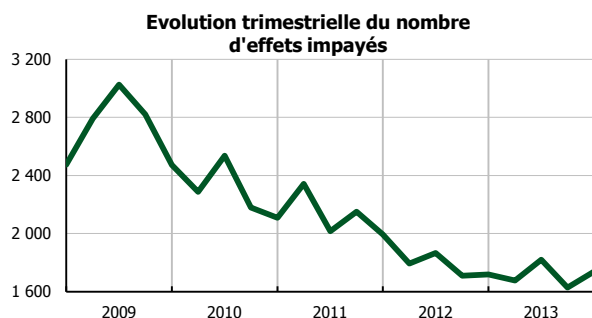
Les « premières tendances » au 4^e trimestre 2013 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Baisse du nombre d'effets de commerce impayés en 2013



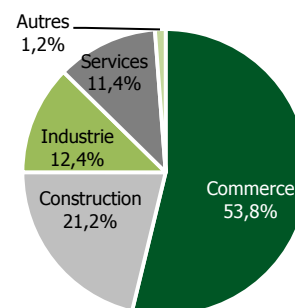
Source : IEDOM

La répartition par activité évolue peu entre 2012 et 2013. Avec 19,6 millions d'euros, le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Viennent ensuite le secteur de la construction, avec 21,2 % des montants impayés, l'industrie (12,4 %), et les services (11,4 %), notamment dans les activités de transports.

En 2013, 7 090 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 3,2 % sur un an. La contraction observée ces trois dernières années s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

La progression de 3,9 % du montant moyen des impayés engendre une hausse du montant total de 0,6 %, pour s'établir à 36,4 millions d'euros.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2013



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES

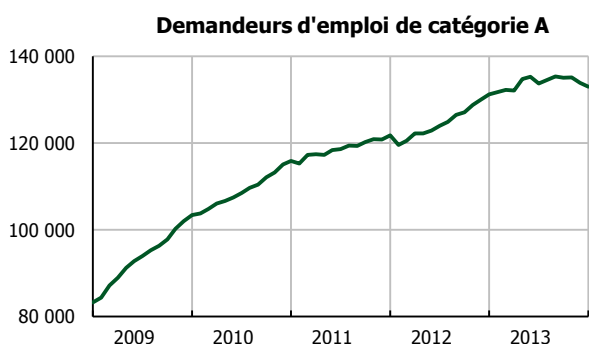
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2013	130,6	+ 0,3 %	+ 0,8 %
	IPC France entière		127,6	+ 0,3 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Janvier 2014	22 403	- 16,4 %	- 3,6 %
	Cumul (milliers d'euros)		22 403	-	- 3,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Décembre 2013	377,0	- 10,8 %	+ 13,0 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	4 426,3	-	- 5,0 %
	Exportations (millions d'euros)	Décembre 2013	31,2	+ 16,2 %	+ 22,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	296,1	-	- 3,5 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2013	133 010	- 0,7 %	+ 1,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Décembre 2013</i>	200 198	+ 25,9 %	+ 2,7 %
	Cumul	<i>cumul Déc.</i>	2 062 011	-	- 1,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	<i>Septembre 2013</i>	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	<i>cumul Sept.</i>	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Décembre 2013</i>	24 936	-	+ 1,0 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Décembre 2013</i>	336,7	-	+ 9,8 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Décembre 2013</i>	15 373	- 2,8 %	- 4,9 %

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi à fin décembre 2013



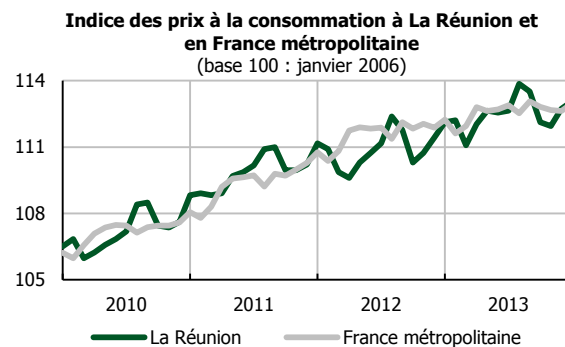
Source : Pôle emploi, données CVS

A fin décembre 2013, le nombre de demandeurs de catégorie A inscrits à Pôle emploi (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant exercé aucune activité) s'établit à 133 010, en baisse de 1,5 % (CVS) par rapport à fin septembre 2013. Néanmoins, sur un an, 1 740 personnes supplémentaires se sont inscrites à Pôle emploi, soit une augmentation de 1,3 %. Cette progression est nettement en deçà de celle constatée depuis 2008, où le nombre de demandeurs d'emploi progressait de plus de 10 000 en moyenne par an. Au niveau national, le nombre de demandeurs de catégorie A s'accroît de 5,3 % en un an.

Hausse des prix à la consommation modérée en 2013

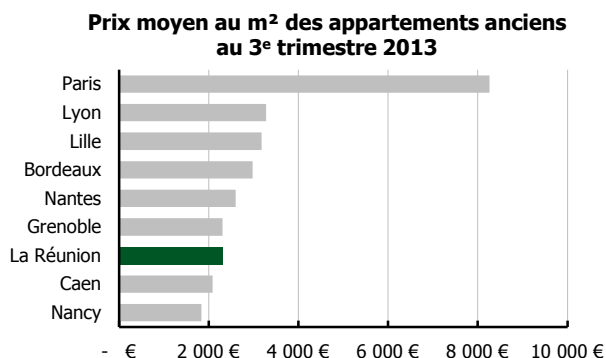
A l'instar de la France métropolitaine, l'inflation réunionnaise reste modérée en 2013, avec une hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 0,8 % à fin décembre sur un an, contre + 0,9 % un an auparavant. En France métropolitaine, l'IPC progresse de 0,7 %.

L'augmentation de 5,6 % des prix de l'énergie participe à cette évolution, en raison de la fin du subventionnement du prix du gaz. Les prix de l'alimentation et du tabac sont également en hausse. A l'inverse, l'indice des prix des services, principale composante de l'IPC, baisse de 0,4 %, notamment dans les transports et télécommunications (- 1,7 %).



Source: Insee - IPC

Hausse du prix médian des appartements anciens au 3^e trimestre 2013



Source: Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

Selon les « Notaires de France », le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 300 €/m² au troisième trimestre 2013. Il augmente de 1,9 % sur un an, tandis que l'indice Notaires-Insee sur les ventes d'appartements anciens en France métropolitaine baisse de 1,3 % (- 1,0 % en province). Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Rouen et à Grenoble, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 260 €/m²).

Parallèlement, le prix médian des maisons anciennes à La Réunion augmente également (+ 1,3 %) et s'établit à 202 500 euros. A l'inverse, l'indice Notaires-Insee sur les ventes de maisons anciennes en France métropolitaine baisse de 2,0 % (- 2,3 % en province).

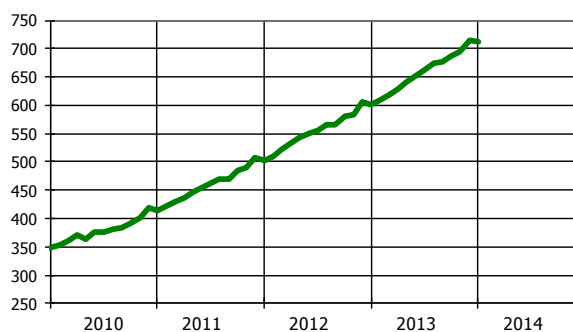
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

En janvier 2014, les émissions nettes de billets ont diminué de 3 millions d'euros, après avoir augmenté de 21,1 millions le mois précédent, (-0,4 % contre +3,0 % en décembre 2013) pour s'établir à 711,6 millions d'euros. Cette baisse des émissions nettes est plus prononcée en volume avec une réduction de 1,5 % (contre +4,1 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 12,9 millions au 31 janvier 2014 dont 73,0 % sont constitués par la coupure de 50 €, qui, comme le mois précédent, représente 66,4 % de la valeur globale de l'émission nette de billets. La diminution de l'émission nette a été plus marquée en nombre qu'en valeur ; la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc appréciée de 60 centimes pour s'établir à 55,0 € au 31 janvier 2014.

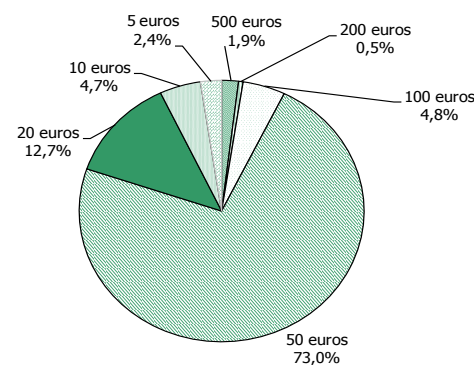
Emissions nettes cumulées de billets au 31 janvier 2014

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 janvier 2014



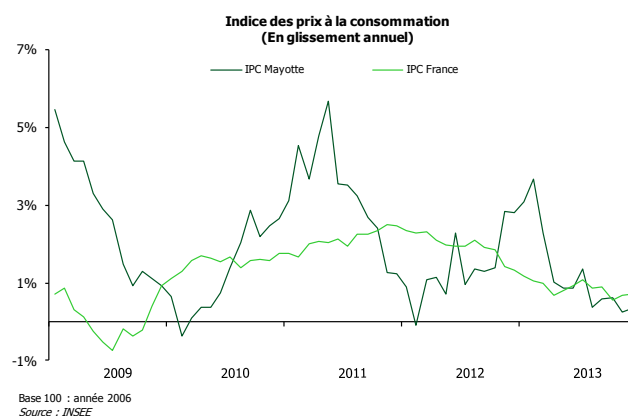
Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Légère augmentation des prix en décembre

Au mois de décembre 2013, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,3 % sous l'effet de la hausse des prix des services aux ménages (+0,9 %) alors que ceux des produits alimentaires diminuent légèrement (-0,2 %). Les prix des autres postes, produits manufacturés et énergie, sont stables.

Sur un an, l'IPC suit la tendance générale de l'année 2013 et progresse modérément (+0,3 % contre +0,2 % au mois de novembre). Les prix des produits alimentaires et des services aux ménages augmentent, respectivement, de 1,8 % et 1,2 %, alors que ceux des produits manufacturés (-1,5 %) et de l'énergie (-1,2 %) enregistrent une diminution.



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Procédures de dédouanement : application des nouvelles normes européennes et utilisation d'un nouveau système informatique

Depuis le 1^{er} janvier 2014 et le passage de Mayotte au statut européen de Région ultrapériphérique (RUP), les procédures de dédouanement sont soumises à la réglementation et aux normes édictées par l'Union européenne. Les produits doivent désormais être conformes à la Norme française (NF) ou au marquage Conformité européenne (CE) et un certificat de conformité devient indispensable au dédouanement des marchandises. Ces nouvelles dispositions ont créé une situation de paralysie durant le mois de janvier au port de Longoni où des marchandises, commandées en 2013 mais non conformes aux nouvelles normes en vigueur, n'ont pas pu être dédouanées et sont restées bloquées. En conséquence, les petits commerçants concernés ont manifesté pour exprimer leur mécontentement et réclamer la libération de leurs marchandises à titre exceptionnel.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, Mayotte est connectée au système informatique national de dédouanement, baptisé Delta C, déjà utilisé en Métropole et dans les autres Département d'outre-mer (DOM). Le passage d'un système déclaratif manuel utilisé jusqu'à présent à un système informatisé va permettre un traitement plus rapide, une plus grande sécurisation des opérations de dédouanement ainsi qu'un meilleur ciblage des contrôles.

Coopération régionale : signature d'un protocole d'accord entre les aéroports comoriens et mahorais

Dans le courant du mois de janvier, les directeurs des aéroports comoriens et mahorais ont signé un protocole d'accord visant à améliorer le niveau de sûreté et de sécurité des aéroports de l'archipel des Comores. Concrètement, l'échange s'est traduit par l'envoi et l'installation de matériels (détecteurs à rayons X d'articles prohibés, portique de détecteurs de métaux, véhicule incendie) suivis de séances de formation dispensées aux Comores par des techniciens de Mayotte.

Promotion de Mayotte : des universitaires allemands étudient le tourisme à Mayotte et des investisseurs chinois découvrent le potentiel de l'île

Dans le cadre d'un accord d'échanges passé au mois d'octobre 2013 entre le Conseil général de Mayotte et l'université allemande de sciences appliquées de Kehl, une délégation de 23 étudiants et 3 professeurs a séjourné une semaine sur l'île début janvier. L'essentiel de leurs réflexions a porté sur « la route du sud, de Bandré à Kani-kéli ». Conduits sous forme d'ateliers, les travaux ont porté sur la valorisation des sites touristiques, l'hébergement et les activités éco-touristiques. Possédant une spécialisation pour les questions institutionnelles européennes, la délégation de l'université de Kehl a aussi échangé avec les élus sur les défis à relever par Mayotte dans le cadre de son accession au statut de RUP.

Du 16 au 21 janvier, la SPL 976, une société publique locale à la recherche d'investisseurs pour la construction de logements sociaux, a accueilli dans le Département des représentants du groupe international chinois Shandong. Intéressés par le potentiel de développement de l'île, ils ont également visité plusieurs points stratégiques dont le port de commerce de Longoni.

Mise en place d'un dispositif d'économie d'énergie : la charte *Mayénergie Plus*

Alors que l'île a enregistré une nouvelle coupure d'électricité générale le mardi 14 janvier, confirmant ainsi la fragilité du réseau local, et dans un contexte de forte croissance de la consommation électrique (+5,5 % en 2013), Électricité de Mayotte (EDM) a dévoilé un dispositif d'économie d'énergie baptisé *Mayénergie Plus*. Outre l'aspect environnemental, le dispositif vise ainsi à apporter une réponse à la croissance de la demande en électricité en luttant contre le gaspillage dans les secteurs du bâtiment professionnel. La charte *Mayénergie Plus*, qui n'est pas une réglementation, propose ainsi aux maîtres d'ouvrage des méthodes et des outils permettant de s'équiper en protection solaire, en renouvellement d'air, en éclairage et en eau chaude dans le but de limiter l'apport thermique et d'aérer le bâtiment pour éviter autant que possible l'usage de la climatisation.

Fermeture des stations-service pendant 4 jours

En solidarité avec le mouvement de protestation des gérants de stations-service des autres DOM contre l'application du décret Lurel sur les produits pétroliers, les stations-service de Mayotte ont été fermées du mercredi 29 janvier au samedi 1^{er} février par la société pétrolière elle-même, qui en est à la fois le propriétaire et le gestionnaire. La réouverture des stations n'a été rendue possible que par la publication d'un arrêté de réquisition pris par le Préfet.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc.-13	117,4	0,3%	0,3%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		déc.-13	6 531	-24,1%	-23,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	62 924	100,6%	180,1%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-13	334 661	23,2%	44,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	284	-40,7%	-53,7%
		cumulées	sept.-13	5 722	5,2%	-4,0%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-13	0,45%	-1,08 pt	-2,28 pt
		cumulé	sept.-13	1,71%	-0,29 pt	-0,85 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-13	479	-5,5%	-2,4%
		cumulés	déc.-13	479	-	-2,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-13	25 100	-8,6%	1,9%
		cumulés	déc.-13	25 100	-	1,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-13	0,0	0,0%	0,0%
		cumulés	déc.-13	0,0	-	0,0%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	9 691	118,3%	17,0%
		cumulées	sept.-13	59 155	-	-2,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-13	39 773	0,1%	0,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-13	260 468	-	6,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-13	9 832	1,5%	2,4%
		cumulée	déc.-13	115 727	-	3,1%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-13	218,0	26,0%	32,9%
		cumulées	déc.-13	2 365	-	6,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-13	712	16,3%	27,4%
		cumulées	déc.-13	8 825	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
		cumulées	sept.-13	62,8	-	35,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	sept.-13	484,1	-	45,4%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,25%	date d'effet	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal		0,75%		13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt		0,00%		08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

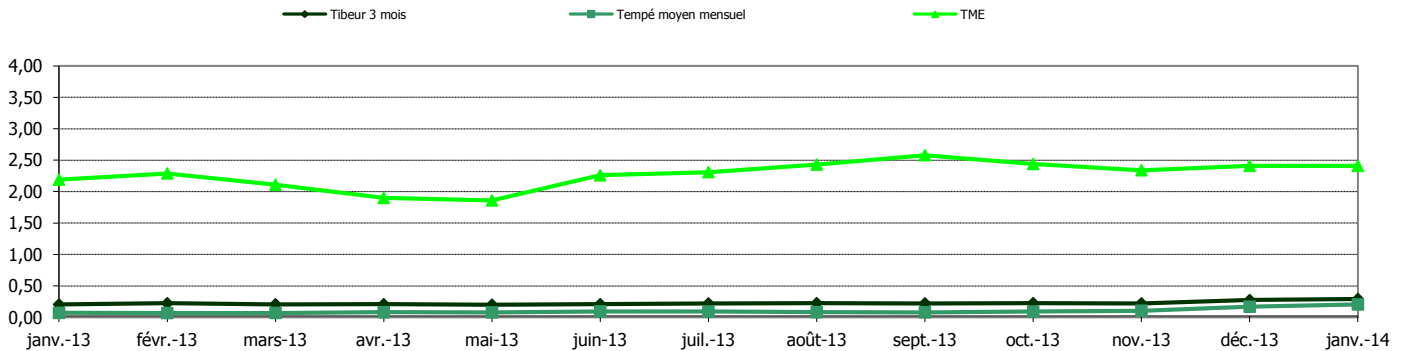
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2014)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0924%	0,1057%	0,1694%	0,2051%	0,2240%	0,2920%	0,3960%	0,5620%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
2,44%	2,34%	2,41%	2,41%	2,64%	2,54%	2,61%	2,61%	

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

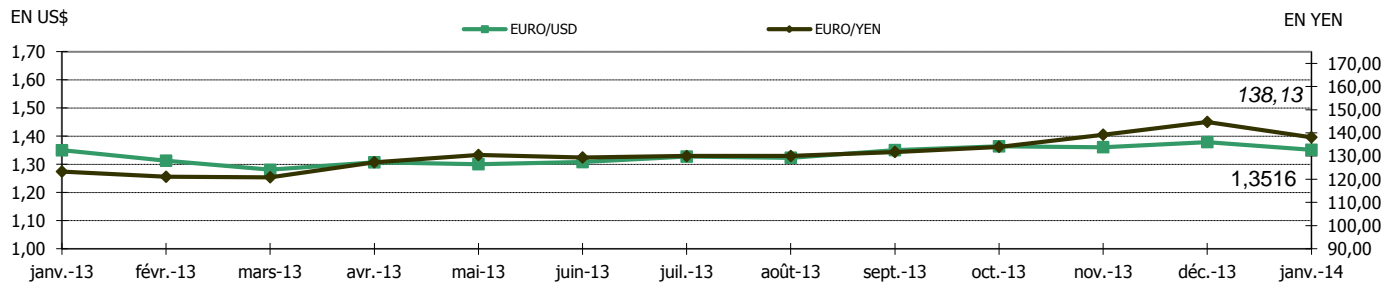
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3516	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2836	EURO/SRD (Surinam)	4,4502
EURO/JPY (Japon)	138,1300	EURO/BWP (Botswana)	12,3098	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4139
EURO/CAD (Canada)	1,5131	EURO/SCR (Seychelles)	16,5656	EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,042
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8214	EURO/MUR (Maurice)	41,2293	EURO/BBB (La Barbade)	2,6975
EURO/SGD (Singapour)	1,7278	EURO/BRL (Brésil)	3,2829	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,6437
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4969	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,4851	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3117,453	EURO/XCD (Dominique)	3,641	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 18 février 2014 - Dépôt légal : février 2014 - ISSN 1284-4438